



**ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS
INTELLECTUELLES D'ASSISTANCE, DE CONSEIL ET
DE REPRESENTATION JURIDIQUE POUR LA CCSS
DES HAUTES-ALPES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

LOG/CCSS05 – 01/2026

Date : 02/01/2026

APPEL D'OFFRES OUVERT

POUVOIR ADJUDICATEUR/MAITRE D'OUVRAGE

**Caisse Commune de Sécurité Sociale des Hautes-Alpes
10, bd Georges Pompidou – CS 50004
05025 GAP Cedex**

La CCSS des Hautes-Alpes est représenté par :

Monsieur le Directeur de la CCSS des Hautes-Alpes
Monsieur DAMOUR Rodolphe

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Décomposition en lots.....	4
1.3 Type d'accord cadre	5
1.4 Conditions d'émission des bons de commande	5
1.5 Réalisation de prestations similaires	6
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE	6
ARTICLE 3 – CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES ET OBLIGATION DES SOUS-TRAITANT.....	6
3.1 – Obligation de confidentialité	6
3.2 – Protection des données à caractère personnel	7
3.3 – Mesures de sécurité	7
3.4 – Obligations spécifiques vis-à-vis des sous-traitants	7
ARTICLE 4 – DURÉE ET DELAIS D'EXECUTION.....	7
4.1 Durée du contrat.....	7
4.2 Reconduction.....	7
4.3 Délais d'exécution	8
ARTICLE 5 – PRIX.....	8
5.1 Caractéristique des prix pratiqués	8
5.2 Modalités de variation des prix	8
ARTICLE 6 – AVANCE.....	9
ARTICLE 7 – MODALITE DE REGLEMENT.....	9
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	9
7.2 - Présentation des demandes de paiement	9
7.3 - Délai global de paiement.....	10
7.4 Paiement des cotraitants	10
ARTICLE 8 – CONDITION D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
8.1 Processus de remplacement d'une personne nommément désignée	10
8.2 - Présentation des livrables	11
8.3 - Modifications techniques	11
ARTICLE 9 – DEVOIR DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE.....	11
ARTICLE 10 – Constatation de l'exécution des prestations.....	11
ARTICLE 11 – GARANTIE DES PRESTATIONS.....	11
ARTICLE 12 – DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELECTUELLE	11
ARTICLE 13 – PENALITES.....	11
ARTICLE 14 – ASSURANCES.....	12
ARTICLE 15 – CLAUSE DE REEXAMEN	12
ARTICLE 16 – RESILIATION DU CONTRAT.....	13
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	13
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	13
ARTICLE 17 - REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES	14
ARTICLE 18 - DEROGATIONS	14

Glossaire :

Pouvoir adjudicateur

Caisse Commune de Sécurité Sociale des Hautes-Alpes

Adresse : CCSS des Hautes-Alpes – 10, boulevard Georges Pompidou – 05000 GAP

Le pouvoir adjudicateur est appelé l'Organisme dans ces documents.

Le Candidat

Entreprise présentant son offre en vue d'être attributaire de la consultation

Le Titulaire

Entreprise sélectionnée suite à la procédure la commande publique et en charge de la réalisation des prestations objet de la consultation.

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT

1.1 Objet du marché

Le présent accord-cadre, régi par le présent CCAP, est un marché de service ayant pour objet l'EXECUTION DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES D'ASSISTANCE ET DE CONSEILS JURIDIQUES POUR LE COMPTE DE LA CCSS DE HAUTES-ALPES

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par la CCSS des Hautes-Alpes.

Le présent marché est passé en lots séparés

1.2 Décomposition en lots

La présente consultation concerne l'accord-cadre relatif aux services juridiques de représentation légale et de consultation juridique en vue de la préparation de procédures pour les dossiers contentieux et frauduleux devant se régler par voie judiciaire, administrative ou par toute autre voie nécessaire à la défense des intérêts de la CCSS des Hautes-Alpes.

Cet accord-cadre fait suite à la procédure antérieure LOG/CCSS05 – 01/2025, dont la commission d'examen réunie le 14 octobre 2025 a décidé de déclarer le lot n°6 sans suite pour motif d'intérêt général. La présente consultation reprend exclusivement les prestations de ce lot. Les caractéristiques du lot sont :

Désignation	Montant annuel estimé en Euros TTC	Montant maximum annuel euros TTC
Services juridiques de représentation légale et services de consultation juridique en vue de la préparation de procédures pour les dossiers contentieux et frauduleux devant se régler par voie judiciaire, administrative, ou tout autre voie nécessaire à la défense des intérêts de la CCSS des Hautes-Alpes	5 000€	10 000€

Les montants annuels estimés sont donnés à titre indicatif et n'engage pas la CCSS des Hautes-Alpes.

Les montants annuels maximums constituent, pour le lot, la borne maximale de l'accord cadre. Cet accord cadre est de type mono-attributaire.

Le marché ne comporte aucune décomposition en tranches. Il est traité en une seule phase d'exécution, sans tranches optionnelles ni tranches conditionnelles.

1.3 Type d'accord cadre

L'accord-cadre est de type « à bons de commande » sans minimum de commandes avec un maximum de commandes indiqué à la description du lot.

Il est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 et suivants, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le présent accord cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert est en application des articles L2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique.

1.4 Conditions d'émission des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par la CCSS des Hautes-Alpes.

Pour chaque bon de commande la CCSS des Hautes-Alpes fera figurer les mentions suivantes :

- ✓ La date et le numéro du marché ;
- ✓ Un numéro du bon de commande
- ✓ La nature et la description des prestations à réaliser ;
- ✓ Les délais laissés le cas échéant au titulaire pour formuler ses observations.

Les bons de commande seront émis sous forme d'un mail invitant le titulaire à prendre en charge le dossier ou la demande

1.5 Réalisation de prestations similaires

La CCSS des Hautes-Alpes pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement (AE)
2. Les bordereaux des prix unitaires (BPU)
3. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
4. Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP)
5. Les cadres de réponses techniques

Les pièces générales suivantes sont applicables au présent accord-cadre, même si elles ne sont pas jointes au dossier de consultation. Elles sont réputées connues des candidats et acceptées sans réserve lors de la remise de leur offre :

- ✓ Le Code de la commande publique, en vigueur à la date de lancement de la consultation ;
- ✓ Le décret n° 2005-1742 du 30 décembre 2005 portant règlement général sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale ;
- ✓ Le Cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux prestations intellectuelles (CCAG-PI), dans sa version en vigueur à la date de lancement de la consultation.

En cas de contradiction entre les pièces particulières et les pièces générales, les pièces particulières prévalent.

ARTICLE 3 – CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES ET OBLIGATION DES SOUS-TRAITANT

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions de l'article 5 du CCAG-PI, relatif à la confidentialité, à la protection des données personnelles et aux mesures de sécurité.

3.1 – Obligation de confidentialité

Le titulaire et l'acheteur s'engagent à préserver la confidentialité de toutes les informations, documents ou éléments de toute nature, portés à leur connaissance dans le cadre de l'exécution du marché, et présentant un caractère confidentiel.

Le titulaire ne peut utiliser ces informations que pour les besoins de l'exécution du marché. Il doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer de leur respect.

3.2 – Protection des données à caractère personnel

Chaque partie s'engage à respecter les dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à la protection des données personnelles (notamment le RGPD et la loi Informatique et Libertés).

Toute transmission de données à des tiers, y compris hors de l'Union européenne, est strictement encadrée.

3.3 – Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour garantir la sécurité des informations et des données traitées dans le cadre du marché.

3.4 – Obligations spécifiques vis-à-vis des sous-traitants

Le titulaire est responsable du respect de ces obligations par ses sous-traitants. Il doit :

- ✓ Leur transmettre les consignes de confidentialité et de sécurité ;
- ✓ Veiller à ce qu'ils ne divulguent aucune information confidentielle ;
- ✓ S'assurer qu'ils respectent les règles de protection des données personnelles

ARTICLE 4 – DURÉE ET DELAIS D'EXECUTION

4.1 Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période de **2 ans** à compter de la date de notification du contrat.

4.2 Reconduction

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée initiale de deux ans, à compter de sa date de notification.

Il peut être reconduit expressément une fois pour une durée de deux ans, soit une durée maximale de quatre ans toutes périodes confondues.

La reconduction est décidée expressément par la CCSS des Hautes-Alpes. Elle est réputée acceptée sauf décision écrite contraire notifiée au titulaire au moins trois mois avant la fin de la période en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction, dès lors qu'elle est effectuée dans les conditions prévues au marché et sans modification des stipulations contractuelles.

En cas de modification des conditions contractuelles (ex. : prix, prestations, délais), la reconduction donnera lieu à un avenant, nécessitant l'accord des deux parties

4.3 Délais d'exécution

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre (CCTP).

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par la CCSS des Hautes-Alpes dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

ARTICLE 5 – PRIX

5.1 Caractéristique des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des unités d'œuvre forfaitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix des prestations sont réputés comprendre toutes charges fiscales, sociales, frais d'intermédiation, de structure, de gestion ou autres et être établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date de prise d'effet du marché.

5.2 Modalités de variation des prix

Pour la première année après la date de notification, le prix proposé est réputé ferme.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre soit le mois de janvier 2026 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix de chaque lot sont fermes la première année d'exécution.

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Formules
$C_n = 15\% + 85\% (\text{index } (n) / \text{index } (o))$

Selon les dispositions suivantes :

- ✓ Cn : coefficient de révision.
- ✓ Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- ✓ Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Avec index = indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 69.10 – Services de conseil et représentation juridique Identifiant 010766774

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

ARTICLE 6 – AVANCE

Conformément aux articles R2191-3 à R2191-5 du Code de la commande publique et à l'article 11.1 du CCAG-PI, une avance est versée lot par lot, lorsque les deux conditions suivantes sont réunies :

- ✓ le montant initial du lot est supérieur à 50 000 € HT ;
- ✓ la durée d'exécution du lot est supérieure à deux (2) mois.

Le pouvoir adjudicateur retient l'option A pour le calcul de l'avance. Le taux applicable est :

- ✓ 5 % pour les titulaires non PME ;
- ✓ 20 % pour les titulaires PME, au sens de l'article R2151-13 du Code de la commande publique.

Le titulaire peut renoncer à l'avance par écrit au moment de la signature de l'acte d'engagement.

ARTICLE 7 – MODALITE DE REGLEMENT

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Conformément aux conditions prévues par les articles L2191-1 et suivant du code de la commande publique le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- ✓ Le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- ✓ Le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- ✓ Les dates de réalisation des prestations ;
- ✓ Le numéro du contrat ;
- ✓ Le lot ;
- ✓ La nature des prestations réalisées ;
- ✓ La nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- ✓ Le taux de TVA applicables ;
- ✓ La désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- ✓ Les « éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat
- ✓ Les quantités et montant hors taxes des prestations réalisées
- ✓ Le montant de la facture TTC

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 904 673 985 00019

- Code service : Logistique

Comptable assignataire des paiements : Nathalie TAY, Directrice Comptable et Financière

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des

intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

ARTICLE 8 – CONDITION D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

8.1 Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

8.2 - Présentation des livrables

Les livrables sont adressés par la messagerie sécurisée utilisée par la CCSS des Hautes-Alpes : Bluefiles

8.3 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, la CCSS des Hautes-Alpes peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications à la suite de l'acceptation par la CCSS des Hautes-Alpes du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

ARTICLE 9 – DEVOIR DE CONSEIL ET D’ASSISTANCE

Chaque demande est assujettie à une obligation d’information, de conseil, d’alerte et de diligence de la part du titulaire.

Dans le cadre de chaque mission engagée, le titulaire est tenu d’informer la CCSS des Hautes-Alpes, de toute évolution législative et réglementaire.

En vertu de son obligation de conseil, le titulaire s’engage également à inciter, recommander et préconiser des solutions adaptées aux besoins de la CCSS des Hautes-Alpes.

ARTICLE 10 – Constatation de l’exécution des prestations

Les articles 28 et 29 du CCAG s’appliquent

ARTICLE 11 – GARANTIE DES PRESTATIONS

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :

Le titulaire garantit que les prestations juridiques fournies dans le cadre du présent marché seront conformes aux normes professionnelles en vigueur et aux exigences spécifiées dans le cahier des charges. En cas de non-conformité ou de défaut dans les prestations fournies, le Titulaire s'engage à corriger lesdites prestations à ses frais dans les meilleurs délais, après notification écrite du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 12 – DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELECTUELLE

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 13 – PENALITES

Les délais d’exécution des prestations sont indiqués dans le cadre d’intervention du titulaire.

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-PI :

Pénalité=
$$\frac{\text{Valeur de la prestation concernée (HT)} \times \text{Nombre de jours de retard}}{3000}$$

Par dérogation expresse à l’article 14.1.3 du CCAG PI, les pénalités s’appliqueront dès le premier euro, sans seuil d’exonération.

En conséquence, toute somme due au titre des pénalités de retard sera exigible, quel que soit le montant total des pénalités calculées.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-PI.

ARTICLE 14 – ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

ARTICLE 15 – CLAUSE DE REEXAMEN

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. La CCSS des Hautes-Alpes peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

ARTICLE 16 – RESILIATION DU CONTRAT

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En dérogation de l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par la CCSS des Hautes-Alpes, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

La CCSS des Hautes-Alpes se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

La CCSS des Hautes-Alpes adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 17 - REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

En cas de litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation du présent marché, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Marseille, seul compétent, même en cas de référé, de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 18 - DEROGATIONS

- L'article 7 du CCAP déroge à l'article 11 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles